

Le compostage se généralise dans le Gers, porté par l'obligation de trier les biodéchets depuis janvier 2024. Malgré une forte demande entraînant des ruptures de stock, les syndicats de collecte poursuivent la distribution de composteurs pour réduire les déchets enfouis ou incinérés.

Autrefois réservé aux passionnés d'écologie, le composteur s'invite désormais dans les jardins des Français, jusque dans les campagnes. Dans le Gers, il devient un véritable outil du quotidien pour des milliers de foyers." Dans le Gers, près de 25 000 foyers disposent d'un bac à compost. Un chiffre en hausse, porté par la généralisation du tri des biodéchets depuis le 1er janvier 2024. Une initiative conforme aux lois européennes et à la loi anti-gaspillage du 10 février 2020.

Si cette obligation s'applique partout en France, sa mise en œuvre rencontre des obstacles, notamment des ruptures de stock chez les fournisseurs. Face à ces défis, certaines collectivités, comme celles du Gers, ont pris les devants pour accélérer la transition.

"On travaille depuis trois ans à la diminution de la poubelle noire, des déchets que l'on traite par enfouissement ou incinération", explique le président du syndicat mixte de la collecte de déchets du secteur sud (SMCD) et de Trigone, Francis Dupouey.

Pour rappel, l'année 2025 signe la fin des activités du centre d'enfouissement du Houga. En 2032, celui de Pavie fermera également ses portes.

Réduire les déchets traités

Selon le gouvernement, les biodéchets représentent 30 % du contenu de la poubelle des Français. Il y a donc un intérêt certain à la revalorisation de ces derniers. Une façon certaine de réduire drastiquement le nombre de déchets traités. "Sur les cinq ans à venir, l'objectif est d'arriver à 130/150 kg de déchets par habitant", précise Francis Dupouey. À ce jour, chaque Gersois génère en moyenne 200 kg de déchets par an.

Dans le Gers, Trigone a mis en place une politique visant à faire du compostage un levier majeur pour réduire les biodéchets, explique Francis Dupouey. Conscients du problème, les pouvoirs publics mènent depuis plusieurs années des campagnes de prévention dans le département.